

Gilets jaunes contre ordre établi : et s'il y avait 5 choses de part et d'autre qui devaient être entendues sur le point de vue de l'autre, quelles seraient elles ?



Entre un gouvernement sourd à l'expression du malaise des Gilets jaunes et un mouvement qui conteste l'autorité et la légitimité du pouvoir, le dialogue est rompu. Les deux parties auraient intérêt à écouter parfois le point de vue de ses opposants pour en arriver à une sortie de crise.

Avec Nicolas  
Goetzmann

**Quels seraient les points que le gouvernement devrait entendre, dans le respect du point de vue de l'autre, dans le cadre de la crise actuelle ?**

Pour le gouvernement, l'essentiel serait de se sortir de la tentation du repli sur ses certitudes, notamment sur le plan économique. Il est frappant de constater que le gouvernement use et abuse de son approche qu'il considère comme découlant de la plus pure rationalité économique. Or, il s'agit bien plus d'une croyance que d'une réalité. Il suffit de regarder la nature des débats économiques actuels, par exemple dans le monde anglo-saxon, au plus haut niveau, pour se rendre compte à quel point la vision "macroniste" est dépassée. Les Etats-Unis débattent sur les effets d'une économie à haute pression, du niveau de plein emploi, de la possibilité d'utiliser leurs capacités d'endettement pour soutenir leur économie, ou de savoir jusqu'à quel stade la politique monétaire peut être utilisée pour obtenir l'emploi maximal.

La plus grande partie du monde occidental est sortie de ses sempiternels débats sur les réformes structurelles, sur le respect des déficits comme Alpha et Omega de toute politique. Désormais, le ton est celui de la correction des erreurs des 35 dernières années. Alors que le macronisme est encore plongé dans une réflexion qui date des années 80-90, et qui est curieusement perçue comme une nouveauté par ses soutiens. "Tout le monde sait que ce sont les réformes dont la France a besoin" est la phrase la plus absurde de ces débats, parce qu'elle annonce un bazar de réformes basées sur des a priori de la situation française, souvent en voulant copier l'Allemagne. Mais ceux qui énoncent cette "vérité" ne se sont toujours pas rendus compte, par exemple, que France et Allemagne ont connu le même rythme de croissance sur les 20 dernières années, que le niveau d'investissement en France est supérieur à celui de l'Allemagne, ou que les Etats-Unis ont un déficit commercial depuis 40 ans tout en étant l'économie la plus performante de la planète, ou, plus simplement, que la crise qui touche le pays depuis 10 ans est une crise de la demande.

Le gouvernement doit ouvrir les yeux sur le monde, sur les dégâts provoqués politiquement et économiquement par les mesures dont il se fait le champion. L'objectif est de passer d'une vision centrée sur la "compétitivité" à une vision reposant sur la croissance de l'économie, des niveaux de vie de l'ensemble de la population, et de la réduction des inégalités. Le gouvernement en est resté à une

---

étape antérieure, celle de la théorie du ruissellement et de la compétitivité. C'est la vision de Tony Blair qui a abouti au Brexit. C'est la vision des Clinton qui a permis l'élection de Donald Trump. Cela était la vision de Matteo Renzi qui a permis la victoire de la Ligue et du M5S. Si le camp de la raison veut encore incarner la raison, il ferait donc bien d'ouvrir les yeux.

Le second point, pour le gouvernement, serait de bien regarder les résultats de la politique européenne depuis 20 ans. C'est la question de l'euro qui doit être posée, non pas dans son existence en tant que monnaie unique, mais en tant qu'incarnation d'une stratégie politique qui s'est avérée désastreuse pour la plupart de ses membres. L'euro n'est pas qu'une monnaie, l'euro est une politique, et celle-ci peut, et doit, être modifiée pour que l'euro puisse profiter à tous. Dans ce cadre, il peut être utile de comparer la croissance post-crise entre Etats-Unis - qui disposent d'une stratégie reposant sur la demande intérieure - et Europe. Pourtant, la question de la survie de l'euro repose sur sa capacité à se transformer, à s'adapter à la réalité de la situation. L'exemple du résultat de l'industrie automobile est en ce sens frappant : une production en baisse de 40% en France entre 2000 et 2016, même chose pour l'Italie, alors que l'Allemagne produit 10% de véhicules de plus, ces résultats devraient quand même interpeler les politiques. Est-ce que l'euro n'aurait pas joué un rôle dans cette situation ?

Le dernier point, plus politique, consiste justement à regarder la tendance politique amorcée dans les démocraties libérales lors de ces dernières années. Du Japon de Shinzo Abe qui a remporté son élection en 2012 sur la base d'un programme révolutionnaire de croissance (remettant en question tous les dogmes économiques japonais de l'époque), à la victoire du Brexit, de Trump etc...montre que la vague est bien plus large que la France, ou que l'Europe, et qu'elle concerne une remise en question profonde des sociétés occidentales. Si le gouvernement ne veut pas amorcer ce virage lui-même, et justement essayer d'en proposer une version "du cercle de la raison", alors ce seront d'autres qui le feront. Le pays n'y échappera pas, la seule inconnue est de savoir si ce virage de la croissance sera assumé par les "raisonnables" ou par des "irraisonnables", ce qui aboutirait à des résultats désordonnés et potentiellement désastreux. C'est finalement au pouvoir de choisir qui conduira ce virage de la croissance, après le tournant de la rigueur de 1983, qui a été mené, lui aussi, partout dans le monde. Shinzo Abe est parvenu à incarner ce changement au sein d'un parti de gouvernement, tout comme cela a été le cas pour d'autres pays.

## **A l'inverse, quels seraient les points à prendre en compte, du point de vue du gouvernement, par les Gilets jaunes ?**

Le premier enjeu a trait à la démocratie directe, au référendum révocatoire, au RIC, qui en réalité n'apportent aucune réponse sur la "bonne" stratégie à poursuivre sur le plan politique ou économique pour apporter des résultats aux attentes des Gilets jaunes. Ce ne sont que des outils qui auront pour effet de fragiliser des institutions (la démocratie représentative) qui ne sont pourtant pas démonétisées en raison de leur inefficacité, mais en raison des politiques qui ont été menées lors de ces dernières décennies. C'est le contenu le problème, et non le contenant. Parce que la solidité de ces institutions pourrait s'avérer essentielle pour mener à bien un véritable changement de cap politique et économique du pays. Encore une fois, la défiance ressentie vis-à-vis des élites est si grande que l'on cherche à détruire le "moyen" du pouvoir, mais c'est l'orientation du pouvoir qui pose problème, et non l'outil de son exercice.

Le second enjeu serait de faire le constat que les réponses aujourd'hui apportées par les différents partis dits "populistes" ne sont pas à la hauteur des attentes des Gilets jaunes. Malheureusement, ils sont confrontés à un véritable trou noir concernant l'offre politique, entre des modérés qui restent bloqués dans leurs certitudes, et des extrêmes qui proposent tout et souvent n'importe quoi. La question est donc de porter une pression suffisante sur ces élites pour les contraindre à modifier leur logiciel de pensée, et que celui-ci s'adapte enfin au contexte et aux attentes de la majorité de la population.